

Sous la direction de
Gilles Dorronsoro

La Turquie conteste

*Mobilisations sociales
et régime sécuritaire*

M O Y E N - O R I E N T

 CNRS EDITIONS

Sous la direction de
Gilles Dorronsoro

La Turquie conteste

*Mobilisations sociales
et régime sécuritaire*

 CNRS EDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

En application du Code de la propriété intellectuelle,
CNRS ÉDITIONS interdit toute reproduction intégrale ou partielle
du présent ouvrage, sous réserve des exceptions légales.

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2005
ISBN : 2-271-06325-6



Requiem pour un concept Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques

Olivier Fillieule

Si pendant longtemps la sociologie de la protestation est restée occidentale-centrée, les choses ont commencé de changer, sous l'effet notamment des bouleversements politiques des dernières décennies qui ont contribué à une globalisation de la théorie des mouvements sociaux. En effet, la révolution iranienne, dans un premier temps, puis et surtout l'effondrement du bloc de l'Est ont donné une nouvelle vigueur à certains objets un temps passés à l'arrière-plan des préoccupations scientifiques, comme la « sociologie des révolutions » ou la question de la « transition démocratique », en lien avec la libéralisation des régimes dits autoritaires. Ce décloisonnement en cours a d'ores et déjà produit de nombreux résultats (voir par exemple Wictorowicz, 2004 ; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003 ; Rosefsky, 2002 ; Boudreau, 2002 ; Zhao, 2001).

Dans un ouvrage récent codirigé avec Mounia Bennani-Chraïbi, nous avons déjà rendu compte de ce phénomène et de la manière dont il contribue à réduire un certain nombre d'angles morts de la sociologie des mouvements sociaux (2003, p. 42-126). Plus particulièrement, nous nous sommes appuyé sur une série d'études portant sur le monde arabe et musulman pour explorer trois dimensions centrales de la sociologie des mouvements sociaux : la notion de répertoire d'action et la problématique inclusion des modes de résistance, les trajectoires organisationnelles, du point de vue notamment des effets de la répression, de la diffusion et de la transnationalisation des luttes, les trajectoires militantes enfin, au travers d'un questionnement sur la particularité des réseaux, du clientélisme politique et des phénomènes de génération en contexte autoritaire. Enfin, notre réflexion entendait combattre les obstacles qui empêchent bien souvent la désingularisation des recherches sur les sociétés musulmanes : l'idée d'une différence ontologique entre sociétés démocratiques



et non démocratiques ; le mythe d'une spécificité culturelle et religieuse irréductible de ces sociétés ; la focalisation enfin sur « l'islamisme » au détriment de toute autre modalité de protestation.

On le voit, les points communs entre ce précédent projet et l'entreprise dirigée par Gilles Dorronsoro sont nombreux. Toutefois, une particularité notable distingue ce collectif en ce qu'il porte sur un seul pays. Ce faisant, il se donne les moyens d'approfondir la réflexion sur les dimensions contextuelles de l'action collective en proposant une caractérisation stimulante de la « structure des opportunités politiques » dans la Turquie d'après le coup d'État de 1980. Le texte introductif de Gilles Dorronsoro consiste d'ailleurs largement en un effort pour définir les éléments du système politique turc censés rendre compte de l'émergence, mais aussi du cours et de l'éventuel succès des protestations politiques ces vingt-cinq dernières années.

C'est autour de cette notion de structure des opportunités politiques, à la fois dominante et controversée en sociologie des mouvements sociaux, que l'on proposera quelques réflexions que nous inspire la lecture de cet ouvrage. L'on s'appuiera sur les données recueillies ici pour mettre à l'épreuve les débats contemporains sur la notion de structure des opportunités politiques, à partir notamment d'une interrogation sur le partage entre État et « société civile », répression et opportunités, opportunités objectives et opportunités perçues, dimension structurelle et dimension culturelle et valeur heuristique de la notion de *master frame*. Nous partirons d'une présentation cursive du concept de structure des opportunités politiques tel qu'il s'est développé dans la littérature spécialisée pour, dans un second temps, défendre l'idée d'une approche relationnelle dont la valeur a d'ores et déjà été soulignée par plusieurs auteurs (Kurzman, 1996 ; Fillieule, 1997 ; Goodwin et Jasper, 1999 ; Mathieu, 2001) et que le cas de la Turquie rend selon nous encore plus probante.

LA STRUCTURE DES OPPORTUNITÉS POLITIQUES, FAUX CONCEPT, VRAIS PROBLÈMES

Le mouvement qui, à partir du milieu des années 1970, a imposé une vision rationnelle de l'action collective centrée sur les ressources entrepreneuriales et organisationnelles a contribué à écarter le rôle des ressources politiques et institutionnelles et, plus généralement, les conditions sociales affectant la forme, l'ampleur et donc les conséquences de l'action protestataire. C'est que, contrairement à ce que pourrait laisser croire une lecture trop pressée des manuels de sociologie des mobilisations, les auteurs centraux de l'école du comportement collectif mettaient alors largement l'accent sur les facteurs structurels de la mobilisation.

L'entreprise d'imposition d'un nouveau paradigme passa donc à la fois par le rejet de toute approche microsociale et psychologique et par la minimisation des facteurs environnementaux. De ce point de vue, lorsque John McCarthy et Mayer N. Zald affirment qu'« il y a toujours assez de mécontentement dans une société pour fournir les bases d'un mouvement, à la condition que ce mouvement soit effectivement organisé et ait à sa disposition le pouvoir et les ressources de quelques élites établies » (1973, p. 251), ils s'attaquent en même temps aux deux piliers des théories du comportement collectif que sont les perceptions individuelles et les déterminants structurels¹.

Par exemple, Ted Gurr (1970), dans son modèle de la privation relative, associe trois dimensions (les sources psychologiques de la frustration, la perception des situations de privation et les conditions sociales provoquant une privation objective) pour explorer l'émergence de la protestation collective. Ce faisant, il montre que la politisation des frustrations, et donc le passage à la mobilisation, dépend de deux séries de facteurs : le *système de raisonnement spéculatif sur l'utilité stratégique* de l'usage de la violence (justifications utilitaires), d'une part, et le *système de normes en vigueur* (justifications plus ou moins admises du recours à la violence), d'autre part.

Gurr s'appuie dans *Why Men Rebel ?* sur les travaux produits au début des années 1960 par des historiens comme Rudé ou Tilly. Ce dernier avait publié en 1964 un ouvrage marquant consacré à la Vendée sous la Révolution dans lequel il montrait, dans une perspective écologique assez proche de celle de Paul Bois (1971), le rôle central des voies prises par la « modernisation » dans l'émergence de la contre-révolution vendéenne et plus généralement l'importance du contexte historique et social dans le façonnement des comportements politiques (Tilly, 1986). Aussi bien, dans ses analyses diachroniques des grèves en France, il essayait de découvrir les facteurs expliquant la variation du recours à ce mode d'action, concluant à une importance plus grande des politiques nationales par rapport aux cycles économiques (Shorter et Tilly, 1973).

Mais c'est surtout dans son livre de 1978, *From Mobilization to Revolution*, qu'il insiste le plus sur la dimension politique de la mobilisation. Il envisage l'étude de la protestation sous deux angles. D'une part, les déterminants internes de la mobilisation d'un groupe donné ; d'autre part, le poids des relations que ce groupe entretient avec son environnement extérieur. Il estime que le pouvoir, la répression ou la tolérance dont le groupe fait l'objet, ainsi que les chances ou menaces

1. Si l'environnement politique des mouvements perd son statut de variable centrale, il demeure présent dans les travaux des auteurs de la mobilisation des ressources (voir ZALD et DENTON, 1987 ; OBERSCHALL, 1973 ; PIVEN et CLOWARD, 1977).

auxquelles il est soumis, agissent sur la structure des coûts et avantages de la mobilisation. De ce point de vue, souligne-t-il, la répression, loin de toujours provoquer la rébellion, peut rendre toute action impossible. Par ailleurs, le degré de pouvoir du groupe conditionne également les chances d'émergence d'une action collective par l'intermédiaire — et le biais — des occasions que lui offrent la vulnérabilité des autres groupes ou au contraire les menaces auxquelles il risque de se heurter de leur part. Enfin, lorsque, dans *La France conteste* (1986), il propose une théorisation et une mise à l'épreuve de son concept de répertoire d'action collective, c'est encore la *modernisation*, à travers les changements structuraux majeurs qu'elle produit, qui permet de rendre compte de l'évolution des modalités de la protestation politique².

À côté de Charles Tilly, et parmi les chercheurs s'inscrivant dans le paradigme bientôt dominant de la mobilisation des ressources, plusieurs surent s'appuyer à la fois sur les travaux du comportement collectif et sur les premières recherches de Tilly. Dans le même esprit que Lipsky (1970), Peter Eisinger reprend à son compte le concept parsonien de « structure des opportunités politiques » pour désigner « le degré auquel des groupes sont susceptibles d'avoir accès au pouvoir et de manipuler le système politique » (Eisinger, 1973), lequel dépend de la configuration politique. En s'appuyant sur une analyse comparative des formes prises par le mouvement des Droits civiques dans 43 villes américaines, il montre que des éléments de l'environnement contraignent ou favorisent l'activité politique et donc que les ressources ne suffisent pas à établir la prédictabilité d'une mobilisation (Eisinger, 1973, p. 11-12). Dans la même lignée, d'autres auteurs vont commencer d'insister sur le poids des facteurs politiques dans les chances d'émergence et de succès des mouvements (Gamson, 1975 ; Piven et Cloward, 1977 ; Jenkins, 1985), mais c'est surtout Doug McAdam (1982) qui parvient à imposer durablement la notion de « structure des opportunités politiques », désormais associée à un « nouveau » paradigme, le modèle du « processus politique ».

À partir d'une interrogation sur le tempo du mouvement des Droits civiques, McAdam critique une approche limitée aux ressources organisationnelles en montrant que la seule disposition de ressources (comme l'existence des réseaux liés aux Églises noires) ne suffit pas à expliquer l'émergence de la mobilisation. D'où l'idée que « le potentiel d'insurrection des groupes exclus découle du "pouvoir structurel" que leur offre leur position dans différentes structures politico-économiques »

2. Soit l'avènement du capitalisme moderne et la construction des États-nations, la nationalisation des marchés politiques, l'urbanisation et le développement des *mass media*, l'institutionnalisation enfin de la démocratie libérale avec le suffrage universel direct et le développement des associations volontaires.

(McAdam, 1982, p. 37), position pouvant évoluer aussi bien en fonction de transformations macro-structurelles que des interactions entre les contestataires et leur environnement. Le modèle qu'il propose fait dès lors dépendre « l'expansion des opportunités politiques », aussi bien que « la force des organisations indigènes » de larges processus socio-économiques. Ces deux derniers éléments, à leur tour, peuvent produire une prise de conscience (*cognitive liberation*) et déboucher *in fine* sur l'émergence d'un mouvement social (McAdam, 1982, p. 51). Il précise enfin que les éléments déterminants de l'ouverture ou de la fermeture de la structure des opportunités varient au gré des circonstances (McAdam, 1982, p. 41). Dans le cas étudié, les éléments retenus renvoient tous à des transformations majeures comme la modification des équilibres démographiques ou la guerre froide et la contrainte qu'elle fait peser sur les élites au pouvoir, soucieuses de ne pas se montrer racistes et colonialistes aux yeux des régimes du tiers monde.

Ce modèle a connu une fortune considérable. Un tel succès s'explique aisément. Il permet d'intégrer, sans rien renier du paradigme de la mobilisation des ressources, la dimension structurelle mise en lumière par les théories du comportement collectif au moment même où, en Europe principalement, les recherches s'inscrivant dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux insistent sur la transformation du rapport au politique et, partant, des formes de mobilisation sous l'effet de déterminants macrostructurels (Fillieule et Péchu, 1993, p. 117-156). Plus précisément, de nombreux sociologues rendent compte de l'émergence de nouvelles causes comme la défense de l'environnement par le développement d'un radicalisme propre aux nouvelles classes moyennes, et dont l'explication serait à chercher dans leur position spécifique par rapport à la production industrielle (Inglehart, 1977 ; Cotgrove et Duff, 1980). Enfin, le concept apparaît comme un outil particulièrement précieux dans un contexte où, sous l'effet de l'intensification des échanges intellectuels de part et d'autre de l'Atlantique, l'accent est mis désormais sur la recherche comparative et les effets sur les mouvements des contextes nationaux.

Dès lors, et jusqu'à une époque récente, la validité du concept ne s'est plus posée et les débats ont essentiellement porté sur la nécessité de bâtir une définition cohérente et consistante de la structure des opportunités politiques. Le premier, sans doute, Sidney Tarrow (1989) en a donné une définition synthétique. En s'appuyant sur les travaux d'autres auteurs, il la caractérise selon cinq facteurs : le degré d'ouverture ou de fermeture du système politique (Eisinger, 1973) ; la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques (Piven et Cloward, 1977) ; la présence ou l'absence d'alliés et de groupes de soutien (Gamson, 1977) ; la division des élites et leur tolérance pour la protestation (Jenkins et Perrow, 1977) ; enfin, la capacité du gouvernement à amorcer des politiques publiques (Kitschelt, 1986).

Bien vite, pourtant, il est apparu qu'une telle approche, ainsi que les indicateurs mobilisés pour en rendre compte, avait toutes les chances de déboucher sur les mêmes impasses que, naguère, la théorie de la privation relative. En effet, le cœur de la critique adressée à Ted Gurr par les tenants de la mobilisation des ressources avait consisté à souligner l'absence de variables intermédiaires permettant de rendre compte de la manière dont des conditions objectives de frustration étaient perçues par les individus, puis transformées en revendication mobilisatrice (Gurney, 1982). De la même manière, l'approche du processus politique, en ne se souciant pas de savoir par quelles *médiations* les acteurs éprouvent puis se plient aux contraintes structurelles, néglige également la manière complexe, parfois contradictoire, par laquelle les structures influencent les mobilisations.

Face à la montée de la critique à partir du milieu des années 1990, tout particulièrement portée et nourrie par les tenants du *cultural turn*, les défenseurs du modèle du processus politique ont tenté d'amender le modèle sans pour autant renoncer à ses présupposés structuralistes fondamentaux. On en trouve deux exemples significatifs dans l'entreprise collective dirigée par Hanspeter Kriesi d'une part (Kriesi *et alii*, 1995), et dans un ouvrage collectif paru en 1996 sous la direction de Doug McAdam, John McCarthy et Mayer N. Zald dont l'ambition affichée était de mettre un terme aux critiques en incluant les approches culturelles au modèle dominant.

Nous avons déjà proposé une critique des attendus et des conclusions de la proposition de reformulation de Hanspeter Kriesi dans *Stratégies de la rue*. L'on n'y reviendra donc pas ici, sinon pour rappeler que la prise en compte des caractéristiques idéologiques des groupes dans ce modèle, parce qu'elle se soucie de relier la notion de structure des opportunités politiques à la notion d'identité, comprise comme un *filtre* à travers lequel sont perçues les opportunités, reste insuffisante. Demeure notamment posée la question des liens entre structure et action. Kriesi le reconnaît d'ailleurs, sans en tirer toutes les conséquences. S'il admet que, d'une certaine manière, les stratégies des autorités et des protestataires sont interdépendantes, il se débarrasse du problème par une exclusion injustifiée du champ des interactions de son analyse (Kriesi, 1995, p. 169 et 194). Il est pourtant difficile d'imaginer que les contextes d'interactions « suivent leur propre logique », pour reprendre les propos de l'auteur, sans interférer en retour sur la détermination des éléments de la structure des opportunités politiques. Rien ne justifie non plus que, conscient du prix à payer pour l'abandon des situations d'interaction, l'auteur finisse par limiter le champ opératoire des outils qu'il s'est donné tant de mal à définir aux seuls moments d'émergence des mouvements (*id.*, p. 194).

Doug McAdam, John McCarthy et Mayer N. Zald (1996, p. 1-19) voudraient aller plus loin dans la prise en compte des critiques adressées à

la notion de structure des opportunités politiques en proposant une modélisation qui inclue les trois dimensions de la structure des opportunités politiques, des organisations (*mobilizing structures*) et des cadres d'interprétation (*framing processes*). On remarquera avec Jasper et Goodwin (2003) qu'il s'agit là essentiellement d'une actualisation et d'une extension du modèle élaboré par McAdam pour rendre compte de l'émergence du mouvement des Droits civiques et dans lequel des changements socio-économiques sont censés provoquer à la fois une ouverture des opportunités politiques et un renforcement des organisations indigènes (*mobilizing structures*), ce double phénomène entraînant une libération cognitive (*framing process*) et la naissance du mouvement social.

Les auteurs tentent d'articuler ces trois dimensions en distinguant les processus d'émergence de ceux liés au développement et aux résultats obtenus par les mouvements. Sur le premier point, c'est bien l'ouverture des opportunités politiques qui demeure première, même si l'existence d'une structure organisationnelle et les perceptions constituent autant de dimensions facilitatrices. Deux remarques viennent préciser les relations entre les trois séries de facteurs permettant de rendre compte de l'émergence d'une mobilisation. D'une part, les auteurs soulignent que les opportunités n'ont de valeur que si elles sont perçues comme telles par les groupes protestataires. D'autre part, si la mobilisation dépend d'une perception commune de la cause, cette perception serait elle-même dépendante du travail de mobilisation cognitive engagé par les organisations préexistantes. Restriction qu'il faut rapporter à leur définition étroite et stratégiste des processus de cadrage comme « les efforts conscients, stratégiques, des groupes d'individus pour élaborer une compréhension partagée du monde ou d'eux-mêmes qui légitime et motive l'action collective » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, p. 12).

Si l'explication des processus d'émergence demeure principalement liée à l'ouverture objective d'opportunités politiques, les auteurs sont moins catégoriques quant à la hiérarchie des facteurs permettant de rendre compte du cours suivi par une mobilisation déjà enclenchée. Plus particulièrement, la forme prise par les mouvements tout autant que les processus de cadrage dépendraient d'abord des structures organisationnelles. Cette idée vient de McAdam qui montre dans son travail de 1982 que le rôle central joué par les Églises dans le mouvement des Droits civiques a eu pour effet de contraindre la forme prise par l'action (le recours, par exemple, au meeting de masse), la nature du recrutement (avec la forte présence de ministres du culte) et l'idéologie du mouvement, fortement imprégnée de religiosité.

Les propositions faites ici pour « sauver » la notion de structure des opportunités politiques sont peu convaincantes, dans la mesure où la reconnaissance du rôle joué par les perceptions s'accompagne de toute

une série de restrictions qui contribuent finalement à maintenir un biais structural et idéaliste dans le modèle (Goodwin et Jasper, 2003).

De ce point de vue, l'on remarquera d'abord que si les auteurs reconnaissent que les opportunités doivent être perçues pour avoir un effet sur l'émergence d'une mobilisation, ils ajoutent immédiatement que seules comptent les perceptions des organisations préexistantes qui ont les moyens de partager et de faire partager une conception commune. Ce qui renvoie à une définition étroitement stratégiste des processus de cadrage comme simple synonyme de « travail de propagande » et ne permet pas de tenir compte des cas où la définition d'une situation cristallise en dehors de tout travail organisationnel, comme l'ont montré tout un ensemble de travaux sur les « griefs soudainement imposés » (Walsh et Warland, 1983), les « chocs moraux » (Jasper, 1997), ou plus généralement encore sur les mobilisations en contexte autoritaire (Bennai-Chraïbi et Fillieule, 2003). Aussi bien, ce modèle séquentiel oublie que parfois la mobilisation précède la mise en place d'un cadre et que, bien souvent, celui-ci se forge dans l'action, en se définissant notamment dans les interactions entre groupes mobilisés et avec les cibles et le pouvoir³ De ce point de vue, on le sait, et nous y reviendrons plus loin, la répression contribue bien souvent à structurer, voire à fonder un cadre mobilisateur.

Enfin, les tentatives d'amendement du modèle du processus politique souffrent d'une relative mauvaise foi. Il est frappant de constater qu'en même temps que les uns et les autres tentent d'intégrer au modèle les perceptions et les aspects culturels, ils persistent à nier le travers structuraliste de leurs travaux. Ce faisant, ils entretiennent le trouble et la confusion par une extension indue du concept de structure des opportunités politiques, concept qui n'a au final plus beaucoup de consistance⁴. Kurzman fait la même remarque en rappelant les définitions successives élaborées par Sidney Tarrow, lesquelles, tout en ne cédant en rien aux critiques, marquent des inflexions majeures (Kurzman, 2003).

À cette ambiguïté s'ajoute l'impossibilité pratique de tirer toutes les conséquences des redéfinitions proposées. D'où un désajustement de plus en plus net entre les matériaux rassemblés, les méthodes d'analyses employées et les concepts censés en rendre compte. En effet, dans un contexte où l'essentiel de la recherche sur les mouvements sociaux s'accommode de macro-comparaisons fondées sur des analyses quantitatives,

3. Pour une illustration concernant les mobilisations altermondialistes, voir AGRIKOLIANSKI, FILLIEULE et MAYER (2005) ; AGRIKOLIANSKI et SOMMIER (2005).

4. Seul peut-être MCADAM, dans différents textes récents, reconnaît ce biais structural, même s'il souligne en même temps que dans ses propres écrits il tenait déjà compte de la dimension perceptuelle. Voir sa préface à la réédition de *Political Process* et sa contribution à Fillieule (2005).

données statistiques, dépouillements de presse, questionnaires aux organisations, etc., il est bien difficile de renoncer à une définition objectiviste des opportunités pour s'intéresser effectivement à la manière dont les activistes, dans les groupements mobilisés, perçoivent leur situation et les moyens d'y remédier. C'est là sans doute que la tentative de renouvellement du paradigme du processus politique marque sa plus nette limite.

UNE APPROCHE RELATIONNELLE LES LEÇONS DU CAS TURC

Pour rendre compte de l'émergence et du développement de mobilisations politiques en Turquie, Gilles Dorronsoro s'attache dans son introduction à définir les caractéristiques du régime politique turc à travers la notion de *régime sécuritaire*. Celle-ci renvoie à quatre dimensions : la répression brutale du début des années 1980, qui modifie « l'habitus politique », la domination de l'État par les institutions de sécurité et l'autonomie corrélative de l'armée, le maintien des apparences de la démocratie face aux bailleurs de fonds étrangers, ce qui implique des formes de « domination indirecte » ; une méta-idéologie définie par l'obsession de la sécurité nationale. À travers une telle définition du régime turc, Dorronsoro suggère un certain nombre de pistes qui peuvent aider à illustrer une conception relationnelle des opportunités politiques.

Je discuterai ici quelques éléments qui me paraissent inviter à approfondir la réflexion dans ce sens : la définition de l'État comme entité indivise et le présupposé d'étanchéité entre champ politique et espace des protestations politiques ; la manière dont les structures étatiques interagissent avec les mouvements protestataires, ce qui revient à poser, à partir notamment d'une interrogation sur la répression, la notion d'opportunités politiques comme produit d'une co-construction permanente ; dans la même perspective dynamique, la manière dont les formes prises par les structures de mobilisation et les répertoires d'action sont le produit de cette co-construction, ce qui débouche sur la place des cadres de perception et des luttes de sens dans la détermination des conditions de l'action collective.

État et société civile

Dans le modèle du processus politique, c'est d'abord le rapport entre l'État, pensé comme entité indivise, et la société civile, définie comme l'ensemble des forces sociales et politiques organisées, qui constitue l'axe de la réflexion. La considération des régimes non démocratiques met

bien en lumière la faiblesse de cette vision dichotomique qui contribue à empêcher de penser, dans une conception dynamique, la complexité et l'enchevêtrement des arènes dans lesquelles se jouent les mobilisations protestataires.

Tout particulièrement, l'on est à la fois conduit à remettre en cause le présupposé d'une hétéronomie du champ des institutions et des activités étatiques par rapport aux structures de mobilisation et à réinterroger le lien établi *a priori* entre le développement d'une société civile indépendante de l'État et la démocratisation. Ces dernières années, de nombreuses recherches ont discuté, dans le monde occidental, la distinction commode mais irréaliste entre l'État et la société civile. J'ai, de mon côté, fait le même constat à partir d'une recherche sur les mobilisations environnementales au niveau local en montrant que, pour peu que l'on y regarde de près, l'on constate un brouillage étonnant des frontières car les conflits se nouent à plusieurs niveaux et de manière transversale au clivage État/société civile (Fillieule, 2003). Aussi bien, dans son introduction, Dorransoro montre bien, à l'appui de plusieurs des contributions rassemblées ici (voir tout particulièrement Grojean et Fliche), que même dans les contextes où la séparation entre État et société civile semblerait devoir être la plus nette, l'État ne peut être analysé à travers un modèle à acteur unique, ses différents secteurs étant en concurrence entre eux et participant à divers titres, indirectement ou directement, à la société civile.

Mais, surtout, le cas turc permet de poser la question du lien entre démocratisation et développement de la société civile, ce qui d'ailleurs renvoie plus largement aux débats sur la transition démocratique (Dobry, 2000 ; Camau et Geisser, 2003).

Précisons d'abord que la théorie des mouvements sociaux repose implicitement sur l'idée que la participation politique et, partant, la protestation sont le produit de l'existence d'une « société civile organisée », laquelle se compose de groupes sociaux autonomes à l'égard de l'État et se montre d'autant plus forte que la « culture civique » (c'est-à-dire les liens produits par la détention d'un « capital social »⁵) y est développée (Barnes, 2004). D'où le lien établi dans les travaux sur la démocratisation ou disons la « sortie des autoritarismes », entre démocratisation, et développement des réseaux associatifs. Les analyses rassemblées ici incitent à la plus grande méfiance à l'égard d'une telle vision, et cela pour au moins deux raisons.

5. C'est bien entendu chez Putnam que l'on trouve un lien explicite entre capital social individuel et fonctionnement social (PUTNAM, 2000). Pour une revue critique suggestive, voir HAMIDI (2003, p. 607-613).

Il faut prendre garde, d'une part, à l'échelle des temps retenue chaque fois que l'on s'attache à souligner le développement ou la rétraction d'un phénomène social. En effet, un objet prend des caractéristiques particulières suivant l'étendue sur laquelle on l'étudie. L'échelle est donc décisive pour conclure sur l'allure d'un changement, ou sur l'absence de changement. C'est également à la lumière de ces précautions que Gilles Dorronsoro réévalue le discours sur « le développement sans précédent de la société civile dans la Turquie des années 1980 », en soulignant le fait que l'atonie politique qui a suivi le coup d'État de 1980 constitue une parenthèse plutôt qu'elle ne perpétue un état antérieur stable. Ce qui est d'une importance cruciale dès lors que l'on s'attache, comme le font plusieurs des contributeurs de cet ouvrage, à ce que deviennent les orphelins du précédent cycle de mobilisation et aux voies par lesquelles les organisations un temps réprimées resurgissent quelquefois sous d'autres formes dans le cadre d'une recomposition du paysage associatif et politique (Massicard, *supra*)⁶ tout en générant de multiples formes de reconversion des ressources militantes précédemment acquises (Monceau et Massicard, *supra*)⁷.

Le développement des liens associatifs, d'autre part, n'est pas forcément un signe de démocratisation. Dans un contexte où le discours sur le développement de la société civile est lui-même un enjeu de lutte face aux bailleurs de fonds internationaux⁸ se développent des formes de « transitions par imposition », pour reprendre l'heureuse expression qu'emploie Philippe Schmitter (1999) pour caractériser ces changements de façade, dont l'ampleur et la portée sont contrôlées par les régimes, la transition devenant alors l'un des meilleurs moyens de s'opposer à la « transition ». Plus concrètement encore, les États autoritaires ont pour habitude de s'appuyer sur tel ou tel secteur de la « société civile » pour s'assurer la suppression de toute opposition avant de se retourner éventuellement contre ceux qui les ont soutenus. Le régime turc d'après le coup d'État de 1980 a ainsi largement favorisé le développement des activités islamistes dans le cadre d'une stratégie de lutte contre la menace communiste et, plus largement, pour renforcer l'unité d'un pays déchiré par les luttes des années 1970, ce que souligne bien Jenny White dans son livre sur la mobilisation islamiste en Turquie (White, 2002, p. 204). Plus

6. Voir TAYLOR (1989). D'ALMEIDA (2003) propose une analyse en ce sens à propos du Salvador entre 1962 et 1981.

7. Sur l'articulation entre réseaux formels et informels en contexte répressif, voir OSA (2002) ou ROSE (2001) qui montre que lorsque les organisations civiques sont en butte à la répression, les réseaux informels offrent d'importantes ressources alternatives.

8. Comme le suggèrent CAMAU et GEISSER (2002, p. 14). Sur le lien entre intervention des bailleurs de fonds internationaux et « réveil de la société civile », voir KARAM (2004).

prosaïquement encore, comme le montre Dorronsoro (2004) à propos du Hezbollah du début des années 1990, les organisations issues de la « société civile » peuvent bien évidemment poursuivre des buts allant à l'encontre de la démocratie, ce que l'on a joliment nommé « le côté obscur du capital social » (Levi, 1996 ; Bennett, 1998). Cette remarque nous ramène directement aux conditions d'applicabilité de concepts et de mécanismes forgés dans le cadre des démocraties occidentales à la réalité des régimes non démocratiques. Force est en effet de constater que la manière dont des auteurs comme Putnam (2000) articulent liens horizontaux (la confiance interpersonnelle spécifique et généralisée) et liens verticaux (la confiance dans les institutions), en soulignant que le renforcement des uns contribue au renforcement des autres, ne repose sur aucune base empirique solide. Dans le cas des régimes autoritaires, bien au contraire, le clientélisme et les liens de patronage constituent les formes de base de la mobilisation sociale (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2003), ce qui veut dire qu'à l'inverse de la relation établie par les théories du capital social, l'appartenance à des réseaux a toutes les chances d'augmenter la défiance à l'égard des institutions dont on n'attend aucune satisfaction (Barnes, 2004, p. 8-9)⁹. C'est ce que suggère Jenny White lorsqu'elle avance que la politique menée par les islamistes en Turquie repose sur des réseaux locaux pris dans un jeu complexe de normes de mutuelle obligation, la mobilisation s'opérant concrètement au moyen de cellules (*hücreler*) fonctionnant sur un modèle affinitaire (White, 2002). Plus encore, avec l'opposition traditionnellement opérée entre *imece* et *himaye* pour caractériser l'organisation sociale des communautés rurales en Turquie (Barkey et Rossem, 1997) elle avance que la force des relations de soutien mutuel au sein de la famille et de la communauté autant que les relations de patronage sont la condition d'un désinvestissement de la sphère publique et du recours aux institutions étatiques. Pourtant, la vigueur des pratiques claniques et clientélistes en Turquie est sans doute moins à expliquer en termes de pérennisation d'un modèle culturel ancien qu'à rapporter aux bouleversements démographiques entraînés par l'exode rural. En effet, par les formes d'anomie qu'elle génère, la dissolution des cultures rurales dans la culture urbaine (Seurat, 1989), surtout lorsqu'elle emprunte les formes médiates de nouveaux quartiers organisés autour de provenances communes, a toutes les chances de renforcer le poids des solidarités antérieures, comme le montre bien Pérouse à propos du poids des réseaux communautaires

9. Dans les contextes démocratiques aussi bien, des critiques ont été émises quant aux liens entre confiance interpersonnelle et confiance dans les institutions. Putnam n'explique pas les liens censés les unir, comme le suggère HAMIDI (2003, p. 611). Sur la notion de défiance généralisée, voir WARREN (1990, p. ●●●).

traditionnels (alévis, sunnites) à l'horizon de toute mobilisation locale dans les *gecekondu* d'Istanbul.

Au total, on le voit, l'exemple turc et, plus généralement, celui des régimes non démocratiques attirent clairement l'attention sur la faiblesse d'une définition de la structure des opportunités politiques reposant sur une claire distinction entre l'État et la société civile. En contexte autoritaire, les activités autonomes de la société civile ont été supprimées, si elles ont jamais existé. Par ailleurs, l'État n'est que rarement dispensateur de ressources et les demandes sociales passent par d'autres canaux, clientélares notamment¹⁰.

Les remarques développées ici nous ramènent à des considérations de méthode. Si, comme on l'a vu, l'on se contente d'opérationnaliser l'éventuelle ouverture/fermeture de la structure des opportunités politiques au moyen d'indicateurs « objectifs » comme le pluralisme constitutionnel, la promulgation d'une législation libérale en matière de libertés individuelles et d'expression des opinions ou, pire encore, le développement de l'économie de marché, on court le risque de bâtir des indices de « démocratisation » qui seront peut-être moins le signe d'une construction démocratique effective que la marque des efforts entrepris par des régimes autoritaires, au fond inchangés, pour s'inscrire « dans la vulgate de la “démocratie de marché” axée sur la promotion de la société civile, de la “gouvernance participative” et du “retrait de l'État” » (Camau et Geisser, 2003, p. 38). L'exemple de la Turquie contemporaine, encore une fois, l'illustre parfaitement, notamment à travers les nombreuses notations dans ce volume soulignant les limites de la liberté de la presse ou le caractère relativement secondaire de la concurrence partisane face à la domination effective de l'armée et des institutions de sécurité sur la conduite des affaires¹¹.

Interdépendances relationnelles et master frame

Dans *Stratégies de la rue*, j'ai défendu l'idée qu'il fallait contextualiser et temporaliser les voies par lesquelles les structures étatiques interagissent avec les mouvements protestataires. D'où la nécessité d'analyser simultanément, en partant de l'observation des événements eux-mêmes, les façons dont les acteurs étatiques définissent l'environnement dans lequel les individus se meuvent en même temps que les manières dont

10. Pour une conclusion identique à propos de l'Amérique latine, voir FOREWAKER (1997).

11. Voir YAVUZ (2004) sur les effets contrastés de la libéralisation économique en Turquie sur le mouvement islamiste.

les groupes protestataires contribuent à modifier les conditions dans lesquelles les individus agissent, ce qui revenait à analyser l'action protestataire comme un processus itératif d'adaptation tactique.

De cela découlent trois conséquences : d'une part, que l'on reconnaisse la capacité des mouvements à créer eux-mêmes des opportunités ; que l'on ne s'en tienne pas, d'autre part, à seulement considérer les rapports entre État et contestataires, ce qui suggère que l'on revienne à la notion ici heuristique de « champ multi-organisationnel », proposée en 1973 par Curtis et Zurcher, laquelle permet de penser l'espace des mobilisations de manière dynamique en situant un mouvement dans un champ d'alliance et de conflit (Curtis et Zurcher, 1973) ; que l'on tienne compte enfin de ce que les opportunités sont à la fois le produit de conditions objectives et de perceptions subjectives procédant de toutes les parties en conflit et dont on peut raisonnablement supposer qu'elles ne sont pas forcément accordées ou synchrones.

McAdam va dans la même direction lorsqu'il propose de repenser la dynamique des mouvements dans sa préface à la réédition, en 1999, de *Black Insurgency*, de même que Goodwin et Jasper lorsqu'ils critiquent la manière usuelle de penser le fonctionnement des « opportunités » comme impliquant un désir préalable de contestation attendant d'être réalisé (Goodwin et Jasper, 2003, p. 12). Autrement dit, il paraît raisonnable d'avancer que « loin de constituer des stocks préexistants à l'action et structurellement insensibles, les opportunités s'actualisent de manière continue dans les rapports des mouvements aux contextes dans lesquels ils sont pris » (Fillieule, 1997).

Cette interdépendance relationnelle n'est jamais autant visible que dans les liens étroits qui existent entre modification des répertoires d'action et succession des vagues de mobilisation, liens qui soulignent à quel point, pour toute une série de mouvements, la détermination de l'émergence d'une contestation est à rechercher avant tout dans le développement temporel d'une vague de contestation portée par un ou deux mouvements *créateurs* d'opportunités. Sidney Tarrow (1989) a ainsi montré que la contestation de la fin des années 1960 en Italie a fourni aux « nouveaux mouvements sociaux » un ensemble de ressources qui expliquent largement leur succès, par l'instauration d'un climat d'agitation permanente, par la modification des répertoires usuels, par la transmission de savoir-faire militants. Sur ce dernier point, Verta Taylor a également souligné, en s'appuyant sur l'histoire du mouvement féministe américain, l'importance des structures de rémanence et des réseaux dormants dans la (re)naissance des mobilisations (Taylor, 1989) et nous avons montré, avec Mounia Bennani-Chraïbi, le pouvoir explicatif de tels concepts dans des contextes répressifs (voir également Monceau et Massicard, *supra*).

De son côté, McAdam propose de distinguer entre mouvements « initiateurs » et mouvement « suiveurs » (*spin-off movements*) et développe l'exemple de la naissance du mouvement homosexuel aux États-Unis. La constitution de celui-ci après l'émeute de Stonewall, en 1969, ne peut s'expliquer par une ouverture de la structure des opportunités politiques, dans le contexte de l'élection de Nixon l'année précédente, laquelle met un terme à une longue période de présidence libérale (McAdam, 1995). La seule explication plausible, aussi bien que pour d'autres mouvements nés à la même période, est l'ouverture des opportunités grâce aux succès du mouvement des Droits civiques. McAdam ajoute que les mouvements initiateurs ne constituent pas toujours une opportunité favorable pour tous les *spin-off movements*. Ils contribuent à en faire disparaître d'autres en les frappant d'obsolescence ou en les écrasant de leur poids, suivant une logique similaire à celle du fonctionnement de l'agenda médiatique. Remarque qui nous ramène à la notion d'espace des mobilisations ou de champ multi-organisationnel, en ce qu'elle souligne l'importance de la structuration tant diachronique que synchronique des champs d'alliance et de conflit pour comprendre la naissance, le succès ou l'échec d'un mouvement. À quoi il faudrait encore ajouter que les cycles de protestation ne sont pas toujours confinés dans le cadre d'une unité nationale, comme le montre par exemple le développement des mouvements islamistes dans le monde musulman, y compris en Turquie (Yavuz, 2004). De la même manière, plusieurs des contributions rassemblées dans ce volume illustrent l'interdépendance tactique entre mouvements et État. Tout particulièrement, Grojean montre bien que, dans la guerre qui oppose le PKK à l'État kémaliste, les protagonistes, en Turquie même comme dans les arènes extérieures, jouent un répertoire construit à proprement parler en miroir, qu'il s'agisse du choix des modes d'action aussi bien que de leur « mise en sens », et ce jusque dans la symétrie des actions sacrificielles (immolations par le feu).

Toutes ces remarques nous conduisent à redire que la notion de structure, dans le concept de structure des opportunités politiques, n'a pas beaucoup de sens, dès lors qu'on admet le caractère relationnel et donc dynamique de l'action protestataire. Hélène Flam l'exprime on ne peut plus clairement dans la conclusion de son livre sur le mouvement antinucléaire en Europe et aux États-Unis :

« Le degré d'ouverture des États est en fait un produit interactif et temporel ; une synthèse de règles d'accès et d'arènes préexistantes et *ad novo* que les mouvements et les élites cherchent à utiliser, bloquer, surpasser et modifier. Une implication théorique radicale de cette approche est que le déterminant de "l'ouverture" à la contestation change au cours du temps. Chaque moment de confrontation se définit de manière propre, voire unique. Le défi analytique revient dès lors à identifier une série de déter-

minants qui, dans une séquence temporelle, peut expliquer les dynamiques de l'interaction entre l'État et le mouvement d'opposition, aussi bien que les effets institutionnels de cette dynamique » (1994, p. 303).

Conclusion qui nous ramène à la notion de *shifting playing field* avancée par Goodwin et Jasper (2003) pour caractériser l'espace de la protestation politique, avec pour conséquence essentielle, dès lors que l'on s'intéresse aux mobilisations en contexte non démocratique, que la variable « répression » ne peut se penser simplement en termes de coûts et d'opportunités (Goldstone et Tilly, 2001 ; Jenkins et Agone, 2003).

De nombreux auteurs se sont essayés à définir dans quel sens jouait la répression, soulignant pour certains un effet positif en termes de mobilisation (Olivier, 1991 ; Khawaja, 1993 ; Rasler, 1996)¹², pour d'autres une relation curvilinéaire, ce qui revient à avancer que les régimes semi-répressifs sont ceux qui génèrent le plus de violence. Plusieurs travaux montrent par ailleurs que les situations de répression extrême peuvent également susciter des formes de mobilisation. C'est ce qu'énonce par exemple Goodwin (2001) dans son travail sur l'émergence des situations révolutionnaires, ou encore Einwohner (2003) dans son analyse de l'insurrection du ghetto de Varsovie où l'action collective a finalement émergé précisément du fait que les Juifs ont reconnu qu'il n'y avait plus aucune chance de s'en sortir. D'où « l'émergence d'un cadre motivationnel propre à mettre en équivalence la résistance et l'honneur ». Dans le cas turc, l'ensemble des contributions rassemblées dans ce volume soulignent bien les effets différenciés de la politique répressive liée au régime sécuritaire, à la fois d'un point de vue synchronique et diachronique. C'est en partie le déploiement de la répression envers les organisations d'extrême gauche après le coup d'État de 1980 qui contribue à favoriser l'émergence et la croissance des mouvements islamistes avant que la « menace islamiste » ne prenne le dessus. Aussi bien, c'est la situation de guerre civile qui oppose l'État au séparatisme kurde qui détermine pratiquement la manière dont l'ensemble des mouvements de protestation sont à la fois perçus et gérés par les institutions de sécurité. Alexandre Toumarkine en fournit ici un bel exemple à partir des mobilisations environnementales dont le traitement est largement soumis au fait qu'elles adoptent ou non la « méta-idéologie sécuritaire », à savoir l'obsession de la sécurité nationale, de l'unité nationale et la dénonciation corrélative de l'ennemi intérieur.

12. La répression étatique peut générer des « chocs moraux » et offrir des occasions de mobilisation émotionnelle (WHITE, 1989 ; MCADAM, TARROW et TILLY, 2001 ; KURZMAN, 2003).

Ce dernier point nous invite à s'arrêter pour finir à la question, dorénavant bien balisée, de la place des perceptions dans la définition des opportunités politiques. Dans le monde anglo-saxon, Kurzman (1996) fut parmi les premiers en 1996 à porter le fer sur cette question, bientôt relayé en 1999 par Goodwin et Jasper (2003) dans leur entreprise de mise en critique du paradigme du processus politique. En France, j'ai formalisé cette critique dès 1997, dans le premier chapitre de *Stratégies de la rue*, critique reprise et développée ensuite de manière constante dans la littérature sur les opportunités politiques. Il n'est donc pas utile ici de redire encore à quel point les tentatives de reformulation du modèle par intégration des acquis de la sociologie des cadres (*frame*) telle que définie par David Snow et ses collègues n'ont fait en quelque sorte qu'aggraver les apories du modèle initial en ne retenant de la question de la perception des opportunités que les activités conscientes des leaders, dans une perspective idéaliste et stratéliste (Meyer 2002) finalement fort peu utile pour comprendre ce qui se joue dans les mobilisations.

Ce qu'il m'intéresse de souligner ici, en revanche, est qu'à travers sa notion de méta-idéologie sécuritaire, dont il fait un des éléments de la structure des opportunités politiques turques, Dorronsoro redonne une certaine vigueur à la notion de *master frame* élaborée par Snow et Benford (1992), pour qui « les cadres dominants remplissent les mêmes fonctions qu'un cadre d'action collective propre à un mouvement donné, mais le font à une autre échelle. En d'autres termes, ce sont aussi des modes de ponctuation, d'attribution et d'articulation, mais leurs ponctuations, attributions, articulations peuvent imprégner et contraindre ceux d'un grand nombre d'organisations de mouvement social ». Il reste que, dans la perspective de Snow, ces cadres dominants, autour desquels s'organisent les représentations, prises de position et discours de l'ensemble des mouvements participant d'une même vague contestataire, ne sont qu'une autre manière, plus « moderne », de désigner les idéologies, comme l'ont fait remarquer Johnston et Oliver (2000). Toutefois, pour peu que l'on ne cantonne pas la notion de *master frame* à la seule définition de la cause défendue par une famille de mouvement, mais qu'on en élargisse la définition à l'ensemble des contraintes discursives qui s'exercent de manière durable dans un cadre donné et dont la détermination n'est pas le simple produit d'une activité volontaire, il est alors possible d'avancer dans la caractérisation des conditions de mobilisation, et donc des structures, à la fois objectives et discursives, avec lesquelles les acteurs en présence doivent composer.

Ainsi, dans le contexte du régime sécuritaire turc, la « méta-idéologie sécuritaire », qui est initialement le produit de l'activité de propagande étatique, contribue à définir largement le pensable politiquement, contraignant du même coup les mouvements, quels qu'ils soient, à s'y

inscrire. De ce point de vue, Grojean souligne fort à propos dans sa contribution qu'employés au départ par l'armée en référence à l'héritage kémaliste, les éléments de définition du conflit avec le PKK se sont ensuite diffusés dans tout le corps social, contraignant la mise en sens de toutes les luttes, aussi bien que leur possibilité même d'émergence. À l'imposition et au maintien de ce cadre dominant, les médias contribuent largement, à la fois du fait des contraintes juridiques qui s'imposent à eux et de leur monopolisation entre les mains d'intérêts proches du pouvoir en place. Il est à ce propos notable que le vent de réformes qui a commencé de souffler sur le pays depuis que la question de l'entrée prochaine de la Turquie dans la Communauté européenne est à l'étude n'a pas mécaniquement induit une libéralisation de la presse écrite et audiovisuelle, l'économie du champ médiatique ayant subi une extrême concentration et le renforcement subséquent des rapports de collusion avec le monde politique.

L'exemple turc plaide *in fine* pour un approfondissement de la réflexion sur les contraintes discursives contribuant à définir les contextes de mobilisation. Cette direction, empruntée dès le milieu des années 1990 (Swidler, 1995 ; Edmondson et Nullmeier, 1997), a débouché sur la notion d'*opportunités discursives*, laquelle entend désigner les idées raisonnables, les appréciations réalistes et les demandes légitimes à un moment donné (Koopmans et Statham, 1999). Toutefois, la direction prise ici risque fort, si l'on n'y prend garde, de mener aux mêmes impasses que celles sur lesquelles butait la notion de structure des opportunités politiques du fait de son caractère statique. En effet, il ne faudrait pas oublier que la prégnance d'un cadre dominant contraignant les discours, et donc les modes d'action des groupes en présence à un moment donné du temps, n'est pas le simple produit de traditions ou de cultures nationales pensées comme invariants, mais plutôt le produit plus ou moins stabilisé d'un rapport de force politique. De ce point de vue, la Turquie contemporaine a beaucoup à nous apprendre, à un moment où le cadre dominant de l'idéologie sécuritaire est écorné par les efforts du pouvoir en vue de satisfaire aux conditions posées par l'Europe à l'entrée dans la Communauté et où émerge parallèlement un nouveau registre de mobilisation, autour notamment d'une réapparition de la revendication identitaire représentée par les Kurdes, mais aussi par les alévis, les Tcherkesses et les Lazés.

Bibliographie

- ABÉLÈS M. (2002), *Les Nouveaux Riches. Un ethnologue dans la Silicon Valley*, Paris, Odile Jacob.
- AGAMBEN G. (2003), *État d'exception, Homo Sacer, II, 1*, Paris, Seuil.
- AGRIKOLIANSKI E. et SOMMIER I. (dir.) (2004), *Forum*, Paris, Textuel.
- AGRIKOLIANSKI E., FILLIEULE O. et MAYER N. (dir.) (2004), *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'un nouveau mouvement*, Paris, Flammarion.
- ALAVI H. (1969), « Peasants and Revolution », in MILIBAND R. et SAVILLE J. (dir.) *The Socialist Register*, Londres, p. 241-277.
- ALMEIDA Paul D. (2004), « Opportunity Organizations and Threat-Induced Contention : Protest Waves in Authoritarian Settings », *AJS*, vol. 109, n° 2, p. 345-400.
- AMIRAUX V. (2001), « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, « Les anonymes de la mondialisation », n° 33-34.
- ANDERSON B. (1996), *L'Imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ASLANDAŞ S. (1996), « 1980 Sonrası Dernekler », *Cumhuriyet Donemi Türkiye Ansiklopedisi*, İstanbul, İletişim Yayınları, t. 12, p. 304-316.
- ATAUZ A. (2000), « Çevreci Sivil Toplum Hareketinin Yakın Tarihi », *Türkiye'de Çevrenin ve Çevre Korumanın Tarihi Sempozyumu*, İstanbul, Tarih Vakfı, p. 194-219.
- ATILGAN G. (2002), *Yön-Devrim Hareketi. Kemalizm ile Marksizm arasında Geleneksel Aydınlar*, İstanbul, Türkiye Sosyal Tarih Araştırma Vakfı.
- AYATA A. (1997), « The Emergence of Identity Politics in Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n° 17, p. 59-73.
- BALCI M. (1998), *MKG ve Demokrasi*, Yönelis.
- BALI R. (2002), *Tarz-ı Hayat'tan Life Style'ü. Yeni Seçkinler, Yeni Mekânlar, Yeni Yaşamlar*, İstanbul, İletişim Yayınları.

- BARCHARD D. (1991), « Les intellectuels turcs et la crise des années 1980 », in DUMONT P. et GEORGEON F. (dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, p. 151-165.
- BARKEY K. et VAN ROSSEM R. (1997), « Networks of Contention : Villages and Regional Structure in the Seventeenth-Century Ottoman Empire », *American Journal of Sociology*, 102, p. 1345-1382.
- BARNES H. S. (2004), « Reflections on Political Action : A Review 25 Years Later », paper presented at the ECPR, Uppsala, avril.
- BARNES H. S. et KAASE M. (1979), *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, Londres, Sage Publications.
- BARTHÉLEMY M. (2000), *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- BAYART J.-F. (1985), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 36, p. 343-373.
- (1996), *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard.
- (1997), « La combinatoire des forces nationalistes en Turquie : "Démocratie islamique" ou criminalisation du communautarisme ? », *CEMOTI*, n° 24, p. 271-281.
- BAYLOR T. (1996), « Media Framing of Movement Protest : The Case of American Indian Protest », *Social Science Journal*, vol. 33, I, 3.
- BAYRAKTAR S. U. (2001), « Associations de pays : les fers de lance du clientélisme politique urbain », mémoire de fin d'études, université de Galatasaray, non publié.
- BAYRAMOĞLU A. et İNSEL A. (dir.) (2004), *Bir Zümre, Bir Parti : Türkiye'de Ordu*, Istanbul, Birikim.
- BECK U. (1999), *Siyasallığın İcadı*, Istanbul, İletişim Yayınları.
- BÉHAR D. (2002), *Les Universités privées d'Istanbul*, Istanbul, Les Dossiers de l'IFEA, série « La Turquie d'aujourd'hui ».
- BELGE M. (1983), « Tarihi gelişme süreci içinde aydınlar », *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, vol. 1, Istanbul, İletişim Yayınları, p. 122-129.
- BENNETT L. W. (1998), « The Uncivic Culture : Communication, Identity and the Rise of Lifestyle Politics », *Politics and Society*, 31 (4), décembre, p. 740-761.
- BENFORD R. D. et SNOW D. (2000), « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, p. 611-639.
- BENFORD R. D., ROCHFORD E., BURKE Jr, SNOW D. A. et WORDEN S. K. (1986), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, août, vol. 51, p. 464-481.
- BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (dir.) (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po.

- (2003), « *Exit, Voice, Loyalty* et bien d'autres choses encore... », in BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 43-126.
- BERRY-CHIKHAOUI I. et DEBOULET A. (2000), *Les Compétences des citoyens dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala.
- BERTAUX D., LINHART D. et LE WITA B. (1988), « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, avril-juin, n° 143, p. 75-89.
- BIANCO L. (1997), « Les armes des faibles sont-elles toujours de faibles armes ? », *Actuel Marx*, « Résistance paysannes », n° 22.
- BILGEN R. Ü. (2003), *Biz Toprağı Bilirik ! Bergama Köylüleri Anlatıyor*, Istanbul, Siyahbeyaz.
- BILLIG M. (1995), *Banal Nationalism*, Londres, Sage.
- BIRAND M. A. et alii (1999), *12 Eylül Türkiye'nin Miladi*, Istanbul, Doğan Kitapçılık.
- BIRNBAUM P. et LECA J. (dir.) (1986), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- BOIS P. (1971), *Paysans de l'ouest*, Paris, Flammarion (1^{re} édition 1960).
- BORA T. (1988), *Yeşiller ve Sosyalizm*, Istanbul, İletişim Yayınları.
- (2000), « Professional Chambers and Non-Voluntary Organizations in Turkey : The Intersection of Public, Civil and National », in SEUFERT G., VORHOFF K., YERASIMOS S., *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient Institut et Institut français d'études anatoliennes.
- (2002), « Cem Uzan ve neo-faşizmin yeni yüzü, Şirket konserlerinden partiye », *Birikim*, octobre, p. 53-60.
- BOUDREAU V. (1996), « Northern Theory, Southern Protest : Opportunity Structure Analysis in Cross-National Perspective », *Mobilizations : An International Journal*, I (2), p. 175-189.
- (2002), « State Repression and Democracy Protest in Three Southeast Asian Countries », in MEYER D. S., WHITTIER N. et ROBNETT B., *Social Movements : Identity and the State*, Oxford, Oxford University Press, p. 28-46.
- BOURDIEU P. (1998), *Contre-feux : propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- BOZARSLAN H. (1997), *La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- (1999), « Le phénomène milicien, une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, vol. 31, p. 185-244.

- (2000), « L'alévisme, la méta-histoire et les mythes fondateurs de la recherche », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse, p. 77-88.
- (2001), « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, janvier, n° 271, p. 140-151.
- (2002), « La figure du martyr chez les Kurdes », in MAYEUR-JAOUEN C. (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve & Larose, p. 335-347.
- BOZDOĞAN S. et KASABA R. (dir.) (1997), *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*, Seattle et Londres, University of Washington Press.
- BRAUNGART R. et BRAUNGART M. (1984), « Generational Politics », *Micropolitics*, 3 (3), p. 349-415.
- BRIQUET J.-L. et SAWICKI F. (1998), *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.
- BROMBERGER C. (1998), *Les Passions ordinaires*, Paris, Bayard.
- BROWN J. (1989), « The Military and Society : The Turkish Case », *Middle Eastern Studies*, 25 (3).
- BRUINEN (VAN) M. (1988), « Between Guerilla War and Political Murder : The Worker's Party of Kurdistan », *Middle East Report*, juillet-août.
- BRUNETEAUX P. (1996), *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence d'État en régime démocratique*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- BUĞRA A. (1994), *State and Business in Modern Turkey. A Comparative Study*, Albany, State University of New York Press.
- BÜYÜKDOĞERLİ E. (1992), *Toplumsal Olaylar ve Müdahale Esasları*, Ankara, Emniyet Genel Müdürlüğü Yayınları.
- ÇAKIR R. (1990), *Ayet ve Slogan. Türkiye'de islami oluşumlar*, Istanbul, Metis Yayınları.
- (1994), *Ne Şeriat ne Demokrasi. Refah Partisini Anlamak*, Istanbul, Metis Yayınları.
- ÇALIŞKAN N. (2002), *ODTÜ Tarihçe. 1956-1980*, Ankara, Arayış Yayınları.
- CAMAU M. (2002), « Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2, p. 213-232.
- CAMAU M. et GEISSER V. (2003), *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- CAN K. (2000), *Youth, Turkism and the Extreme Right. The « Idealist Hearths »*, in SEUFERT G., VORHOFF K. et YERASIMOS S., *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient Institut et Institut français d'études anatoliennes.

- CEFAÏ D. (2002), « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in CEFAÏ D. et ISAAC J., *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- CEFAÏ D. et TROM D. (dir.) (2001), *Les Formes de l'action collective. Mobilisation dans les arènes publiques*, Paris, EHESS.
- ÇELİK S. (1999), *Die Todesmaschinerie. Türkische Konterguerilla* [titre original : *Ölüm Makinası Türk Kontergerillası*], Düsseldorf, Mesopotamien Verlag.
- CERRAH I. (1997), « Toplumsal Olaylar ve Çevik Kuvvet Eğitimi », *Amme İdaresi Dergisi*, 30 (3), p. 135-149.
- CERTEAU (DE) M. (1990), *L'Invention du quotidien*, 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais ».
- (2002), « Compétences pour résister », *L'Homme et la société*, n° 143-144.
- CHAMPAGNE P. (1984), « La manifestation, la production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, p. 18-41.
- CHAZEL F. (1992), « Mouvements sociaux », in BOUDON R. (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF.
- CIZRE Ü. (2002a), « From Ruler to Pariah : The Life and Times of the True Path Party », *Turkish Studies*, printemps, vol. 3, n° 1.
- (2002b), « The Military and Politics : A Turkish Dilemma », in RUBIN B. et KEANEY T., (dir.) *Armed Forces in the Middle East. Politics and Strategy*, Londres, Frank Cass.
- (2003), « Demythologizing the National Security Concept : The Case of Turkey », *Middle East Journal*, printemps, vol. 57, n° 2.
- COBB R. W. et ELDER C. W. (1972), *Participation in American Politics. The Dynamics of Agenda-Building*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- Cogito Dergisi* (2002), « Entelektüeller gerekli mi ? », printemps, n° 31.
- COHEN J. (1985), « Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements », *Social Research*, 52 (4), p. 663-716.
- COLONOMOS A. (dir.) (1995), *Sociologie des réseaux transnationaux*, Paris, L'Harmattan.
- CONTAMIN J.-G. (2001), « Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : l'exemple de la pétition en France », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Michel Offerlé, université Paris I (Panthéon-Sorbonne).
- COPEAUX É. (1997), *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste. 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions.

- (2000), « Le consensus obligatoire », in RIGONI I. (dir.), *Turquie : les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse, p. 89-104.
- (2002), « La transcendance d'Atatürk », in MAYEUR-JAOUEN C. (dir.), *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, Paris, Maisonneuve & Larose, p. 121-135.
- COPEAUX É. et MAUSS-COPEAUX C. (1998), « Le drapeau turc : emblème de la nation ou signe politique ? », *CEMOTI*, n° 26, p. 271-291.
- COŞAR Y. (dir.) (1997), *Kamu Vicdanına Çağrı : Sivil İtaatsizlik*, Ayrıntı Yayınları.
- COSTA PINTO A. et TAVARES DE ALMEIDA P. (2001), « Libéralisme, démocratie et émergence de la société civile au Portugal », in CEFAÏ D., *Cultures politiques*, Paris, PUF.
- COTGROVE S. et DUFF A. (1980), « Environmentalism, Middle Class Radicalism and Social Politics », *Sociological Review*, 28 (2), p. 333-349.
- CRÊTE J. et FAVRE P. (dir.) (1989), *Génération et politique*, Paris, Economica.
- CUISENIER J. (1975), *Économie et parenté : leurs affinités de structure dans le domaine turc et dans le domaine arabe*, Paris, Éd. Mouton.
- CURTIS R. L., ZURCHER Jr et LOUIS A. J. (1973), « Stable Resources of Protest Movements : The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, septembre, vol. 52, n° 1, p. 53-61.
- DEGENNE A. et FORSÉ M. (1994), *Les Réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin.
- DEL PICCHIA R. et HAENEL H. (2004), *Rapport d'information fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne*, Paris, Sénat, Délégation pour l'Union européenne, n° 279.
- DELLA PORTA D. et FILLIEULE O. (2004), « Structures of Authority and Social Agent Control Change », in SNOW D., SOULE S. A. et KRIESI H., *The Blackwell Companion to Social Movement*, Oxford, Blackwell Publishers.
- DELLA PORTA D. et REITER H., (dir.) (1998), *Policing Protest. The Control of Mass Demonstrations in Western Democracies*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- DELLA PORTA D., RUCHT D. et KRIESI H. P. (dir.) (1999), *Social Movements in a Globalizing World*, Londres, Macmillan.
- DEMIREL T. (2000), « Turkey's Troubled Democracy : Bringing the Socio-economic Factors Back in », *New Perspectives on Turkey*, printemps, 24, p. 105-140.
- DEMIREL Y. et ERDEM A. (2002), « Bir tarihinin tarihçesi : Mete Tunçay'la söyleşi », *Cogito Dergisi*, n° 32, p. 41-67.

- DENOEUX G. (2003), *Urban Unrest in the Middle East*, Albany, State University of New York.
- DİNÇER M. (1996), *Çevre Gönüllü Kuruluşları*, Ankara, Türkiye Çevre Vakfı.
- DIRKS S. (1977), *Islam et jeunesse en Turquie d'aujourd'hui*, Paris, H. Champion.
- DOBRY M. (1986), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP.
- (2000), « Les transitions démocratiques. Regards sur l'état de la "transitologie" », *Revue française de science politique*, août-octobre, p. 579-583.
- DODIER N. (1990), « Représenter ses actions », *Raisons pratiques*, n° 1.
- DONAT Y. (2001), *Özal'lı Yıllar 1983-1987*, Istanbul, Bilgi Yayınevi.
- DORRONSORO G. (2001), « Réflexions sur la causalité d'un manque : pourquoi y a-t-il si peu de mobilisations en Turquie ? », disponible à l'adresse <<http://ceri-sciences-po.org/archive/septemb01/artem>>.
- (2004), *La Mouance Hizbullah*, Istanbul, Les dossiers de l'IFEA.
- DROUIN V. (1995), *Enquêtes sur les générations et la politique. 1958-1995*, Paris, L'Harmattan.
- DUMONT P. (1978), « Les origines de la littérature villageoise populaire », *Journal asiatique*, CCLXVI, p. 67-95.
- (1989), « La période des *Tanzîmât* (1839-1878) », in MANTRAN R. (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, p. 459-522.
- DURŞUN Ç. (2001), *TV Haberlerinde ideoloji*, Imge Kitapevi.
- ECKSTEIN H. (2002), « Étiologie de la violence », texte présenté par Olivier Fillieule in *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 47, p. 165-166.
- EDELMAN M. (1991), *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- EDMONDSON R. (1997), *The Political Context of Collective Action : Power, Argumentation and Democracy*, Londres, Routledge, ECPR series, p. 81-104.
- EDMONDSON R. et NULLMEIER F. (1997), « Knowledge, Rhetoric and political Action in Context », in EDMONDSON R. (dir.), *The Political Context of Collective Action : Power, Argumentation and Democracy*, Londres, Routledge, ECPR series, p. 81-104.
- EINWOHNER R. L. (2003), « Opportunity, Honor and Action in the Warsaw Ghetto Uprising of 1943 », *AJS*, novembre, vol. 109, n° 3, p. 650-675.
- EISINGER P. K. (1973), « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, n° 1.
- EL KHAWAGA D. (2003), « La génération *seventies* en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », in BENNANI-CHRAÏBI M. et FILLIEULE O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 271-292.

- ELIAS N. (1991), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour-d'Aigues, Éditions de L'Aube.
- ERBAY D. (1998), « Le poids des organisations non gouvernementales dans la vie politique turque : l'affaire de Bergama », mémoire de fin d'études, département d'administration publique, faculté de sciences économiques et administratives, université de Galatasaray, Istanbul.
- ERDEM S., EVREN S. et YILDIRIM C. (1995), *Eğitim Emekçileri Tarihi*, Istanbul, Bireşim Yayınları.
- ERDER S. (1996), *Istanbul'a bir Kent Kondu : Ümraniye*, Istanbul, İletişim Yayınları.
- ERKAYA G. et BAYTOK T. (2001), *Bir Asker Bir Diplomat*, Istanbul, Doğan Kitapçılık.
- EUROPEAN COMMISSION CANDIDATE COUNTRIES EUROBAROMETER, <http://europa.eu.int/comm/public_opinion/cceb_eu.html>.
- FAVRE P. (dir.) (1990a), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- (1990b), « Nature et statut de la violence dans les manifestations contemporaines », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, avril-septembre, n° 1-2, p. 149-169.
- FERREE M., GAMSON W., GERHARDS J. et RUCHT D., (2002), *Shaping Abortion Discourse : Democracy and the Public Sphere in Germany and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FEYZOĞLU T. (2002), *FKF Fikir Kultipleri Federasyonu. Demokrasi Mücadelesinde Sosyalist bir Öğrenci Hareketi*, Istanbul, Ozan Yayıncılık.
- FILLIEULE O. (dir.) (1993), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan.
- (1997), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », in « Devenir militant », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 199-217.
- (2003), « Environmental Politics at the Local Level. The Case of the Louren Valley », *French Politics*, juin.
- (2005), « Au-delà de l'analyse structurale : vers une compréhension plus dynamique du recrutement et du désengagement dans les mouvements », in FILLIEULE O. (dir.), *Devenirs militants. Approches sociologiques du désengagement*, Paris, Belin.
- (dir.) (2005), *Devenirs militants. Approches sociologiques du désengagement*, Paris, Belin.
- FILLIEULE O. et JIMENEZ M., « Media Bias and Environmental Protest Event Analysis », in ROOTES Ch. (dir.), *Environmental Mobilization in Comparative Perspectives*, Oxford, Oxford University Press (2004).

- FILLIEULE O. et JOBARD F. (1997), « The Policing of Protest in France : Towards a Model of Protest Policing », *European University Institute Working Papers*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, n° 4.
- FILLIEULE O. et MASSE J.-P. (2005), « Fear in the City. Alterations in the Doctrine and Practice of Maintenance of Order Brought about by the Growth of Anti-globalization Protest », paper given at the Conference on Policing Protest after Seattle, Fiskebäckill (Suède), mai.
- FILLIEULE O. et PÉCHU C. (1993), *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.
- FLAM H. (dir.) (1994), *States and Anti-Nuclear Movements*, Edimburgh, Edimburgh University Press, p. 303.
- FLICHE B. (2000), « Quand cela tient à un cheveu. Pilosité et identité chez les Turcs de Strasbourg », *Terrain*, n° 35, p. 155-165.
- FOREWAKER J. (1997), « Social Movement Theory and the Political Context of Collective Action », in EDMONDSON R., *The Political Context of Collective Action*, Londres, Routledge.
- GALLET G. (2002), « L'expertise, outil de l'activisme environnemental chez Greenpeace France », in HAMMAN P., MÉON J.-M. et VERRIER B. (dir.), *Discours savants, discours militants : mélanges des genres*, Paris, L'Harmattan, p. 109-129.
- GALLUP (2002), « Public opinion in the Countries Applying for European Union Membership », rapport n° 2002 (2), décembre. Fieldwork : septembre-octobre. Internet : <http://europa.eu.int/comm/public_opinion>.
- GAMSON W. (1990), *The Strategy of Social Protest*, Homewood (Illinois), Dorsey Press.
- (1992), *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GAMSON W. et MEYER D. S. (1996), « The Framing of Political Opportunity », in MCADAM D., MCCARTHY J. D. et ZALD M. N. (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 275-290.
- GAMSON W. et MODIGLIANI A. (1989), « Media Discourse and Public Opinion in Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, 95, p. 1-37.
- GAMSON W. et WOLFSFELD G. (1993), « Movements and Media as Interacting Systems », *ANNALS, AAPSS*, juillet, 528, p. 114-125.
- GAXIE D. (1977), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, p. 123-154.
- GEER J. (1996), *From Tea Leaves to Opinion Poll. A Theory of Democratic Leadership*, New York, Columbia University Press.

- GEORGEON F. (1984), « La politique de l'enseignement en Turquie », *Les Temps modernes*, juillet-août, p. 378-395.
- GITLIN T. (1980), *The Whole World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press.
- GLODSTONE J. et TILLY C. (2001), « Threat (and Opportunity) : Popular Action and State Response in the Dynamics of Contentious Action », in AMINZADE R. et alii., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOFFMAN E. (1974), *Les Rites d'interaction*, Paris, Éd. de Minuit.
- (1975), *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éd. de Minuit.
- (1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Éd. de Minuit.
- GÖKSÜ T. (2000), *Toplumsal Psikoloji. Toplumsal Olaylar ve Müdahale Esasları*, Özen Yayıncılık.
- GÖLE N. (1993), *Musulmanes et modernes. Voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte.
- (1994), « Towards an Autonomisation of Politics and Civil Society in Turkey », in HEPER M. et EVIN A. (dir.), *Politics in the Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press, p. 213-222.
- (1996), « Authoritarian Secularism and Islamist Politics : The Case of Turkey », in NORTON A. R., *Civil Society in the Middle East*, Leiden, Brill, vol. 2, p. 87-111.
- (dir.) (2000), *İslamın Yeni Kamusal Yüzleri* [Les nouveaux visages publics de l'islam], Istanbul, Metis Yayınları.
- GOODWIN J. (2001), *No Other Way Out. States and Revolutionary Movements, 1945-1991*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOODWIN J. et JASPER M. (2003), « Caught in a Winding, Snarling Vine », in GOODWIN J. et JASPER M. (dir.), *Rethinking Social Movements. Structure, Meaning and Emotions*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, p. 3-30 (1^{re} édition in *Sociological Forum*, 14, 1999, p. 27-54).
- GOULD R. V. (1991), « Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, 56, p. 716-29.
- GRAMSCI A. (1983), *Textes*, Paris, Éditions Sociales/Messidor.
- GRANJON M.-C. (1992), « À la recherche des intellectuels », *Revue française de science politique*, 42 (4), p. 654-658.
- GRANOVETTER M. S. (1973), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, mai, 78 (6), p. 1360-1380.
- GROC G. (1998), « La "société civile" turque entre politique et individu », *CEMOTI*, n° 26.
- GÜLEÇ C. (1992), *Türkiye'de Kültürel Kimlik Krizi*, Ankara.
- GÜNEŞ-AYATA A. (1990), « Gecekonduarda Kimlik Sorunu, Dayanışma Örüntüleri ve Hemşehrilik », *Toplum ve Bilim*, n° 51-52, p. 89-101.

- GURNEY J. N. et TIERNEY K. J. (1982), « Relative Deprivation and Social Movements : A Critical Look at Twenty Years of Theory and Research », *The Sociological Quarterly*, 23, p. 33-47.
- GURR T. (1971), *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press.
- GUSFIELD J. R. (1981), *Drinking Driving and the Symbolic Order : The Culture of Public Problems*, Chicago, The University of Chicago Press (1^{re} édition 1963).
- (1986), *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press (1^{re} édition 1963).
- HABERMAS J. (1998), *L'Intégration républicaine*, Paris, Fayard.
- HABLEMITOĞLU N. (2001), *Alman Vakıfları ve Bergama Dosyası*, Istanbul, Otopsi.
- HALL S., CRITCHER C., JEFFERSON T., CLARKE J. et ROBERTS B. (1978), *Policing the Crisis Mugging, the State and Law and Order*, Londres, Macmillan.
- HAMIDI C. (2003), « Lecture critique. Lire le capital social : autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, 53 (4), août, p. 607-613.
- HASKEBABÇI A. (2002), *Gizemli Patron*, Istanbul, Kara Kutu Yayınları.
- HATİBOĞLU T. (1990), *Eylül üniversitesi*, Ankara, Selvi Yayınları.
- HELVACI N. (1996), « 12 Eylül dönemi ve sonrası insan hakları sorunları », *Yüzyıl Biterken Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, Istanbul, İletişim Yayınları, vol. 13, p. 720-731.
- HEPER M. et EVIN A. (dir.) (1994), *Politics in the Third Turkish Republic*, Boulder, Westview Press.
- HIRSCHMANN A. O. (1995), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.
- İMSET I. (1992), *The PKK. A Report on Separatist Violence in Turkey*, Ankara, Turkish Daily News Publications.
- (1996), « The PKK : Freedom Fighters or Terrorists ? », *International Journal of Kurdish Studies*, 10 (1-2), p. 45-100.
- INGLEHART R. (1977), *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton (N. J.), Princeton University Press.
- İnsan Hakları Yılığ*, années 1997, 1998, 1999, 2000 et 2001.
- IYENGAR S. (1991), *News That Matters : Television and American Opinion*, Chicago, The University of Chicago Press.
- JASPER J. (1997), *The Art of Moral Protest : Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press.
- JENKINS J. C. (1985), *The Politics of Insurgency : The Farm Worker Movement in the 1960s*, New York, Columbia University Press.
- JENKINS J. C. et AGONE J. (2003), « Political Opportunities and African-American Protest, 1948-1997 », *AJS*, septembre, vol. 109, n° 2, p. 277-303.

- JENKINS J. C. et PERROW C. (1977), « Insurgency of the Powerless : Farm Worker Movement (1946-1972) », *American Sociological Review*, n° 42, p. 249-268.
- JOHNSTON H. et OLIVER P. (2000), « What a Good Idea ! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization*, vol. 5, n° 1, p. 37-54.
- JOSEPH I. (1991), *L'Espace du public. Les compétences du citoyen*, Paris, Plan Urbain, Éditions Recherches.
- KABOĞLU İ. (1994), *Özgürlükler Hukuku*, Istanbul, Afa Yayınları.
- KANDIYOTI D. et SAKTANBER A. (dir.) (2002), *Fragments of Culture. The Everyday of Modern Turkey*, Londres et New York, Tauris.
- KARAKAS N. S. (1991), *Zonguldak Günlüğü. Maden Grevi ve Yürüyüşü Kasım 90-Ocak 91*, Siyahbeyaz.
- KARAM K. (2004), « Revendiquer, mobiliser, participer. Les associations civiles dans le Liban de l'après-guerre », thèse pour le doctorat de science politique, Aix-Marseille III.
- KECK M. et SIKKINK K. (1998), *Activists beyond Borders*, Ithaca et New York, Cornell University Press.
- KESKİN M. (2003), « Akkuyu Çernobil Olmadı », in SANLI L. (dir.), *Toplumsal Hareketler Konuşuyor*, Istanbul, Alan, janvier, p. 95-118.
- KHAWAJA M. (1993), « Repression and Popular Collective Action : Evidence from the West Bank », *Sociological Forum*, 8, p. 47-71.
- KITSCHOLT H. (1986), « Political Opportunity Structure and Political Protest : Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, p. 57-85.
- KLANDERMANS B. (1992), « The Social Construction of Protest and Multiorganizational Fields », in MORRIS A. D. et MUELLER C. (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press.
- KOÇAN G. et ÖNCÜ A. (2002), « Democratic Citizenship Movements in the Context of the Case of the Bergama Movement », *New Perspectives on Turkey*, p. 29-57.
- KÖKER O. (2001), « Tarih Vakfı'nın on yılı. Tarih Vakfı Genel Sekreteri Orhan Silier'le Söyleşi », *Toplumsal Tarih Dergisi*, septembre, n° 93, p. 22-29.
- KÖKTÜRK E. (2002), *Haldun Özen'e Armağan*, Ankara, Harita ve Kadastro Mühendisleri Odası Yayınları.
- KOOPMANS R. et STATHAM P. (1999), « Ethnic and Civic Conceptions of Nationhood », in GIUGNI M., MCADAM D. et TILLY C. (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- (dir.) (2000), *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics, Comparative European Perspective*, Oxford, Oxford University Press.

- KORKUSUZ H. (1999), « Öğrenci Olaylarının Perde Arkası », *Polis Dergisi*, n° 18, p. 123-137.
- KOZANOĞLU H. (1995), « 80'lerden Altın Çocukları : Prensler », in *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi Yüzyıl Biterken*, Istanbul, İletişim Yayınları, vol. 11, p. 184-185.
- KRIESI H. (1995), « The Political Opportunity Structure of New Social Movements : Its Impact on Their Mobilization », in JENKINS J. C. et KLANDERMANS B. (dir.), *The Politics of Social Protest*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 167-198.
- KRIESI H. et alii (1995), *The Politics of New Social Movements in Western Europe*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- KURZMAN C. (1996), « Structural Opportunity and Perceived Opportunities in Social Movement Theory : Evidence from the Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, 61, p. 153-170.
- (2003), « The Poststructuralist Consensus in Social Movement Theory », in GOODWIN J. et JASPER M. (dir.), *Rethinking Social Movements*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, p. 111-120.
- LACROIX B. (1985), « Ordre politique et ordre social », in GRAWITZ M. et LECA J., *Traité de science politique*, t. 1, p. 469-565.
- LAFARGUE J. (1998), *La Protestation collective*, Paris, Nathan Université.
- LAGROYE J. (dir.) (2003), *La Politisation*, Paris, Belin.
- LE BON G. (1975), *Psychologie des foules*, Retz-CEPL (1^{re} édition, PUF, 1895).
- LE RAY M. (2002), « "Territoires d'inquiétude" : quels modes d'insertion dans l'espace public ? Le cas du quartier "Bir Mayis" à Istanbul », mémoire de DEA, sous la direction d'E. Picard, IEP d'Aix-en-Provence.
- LE SAOUT D. et ROLLINDE M. (dir.) (1999), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, Karthala-Institut du Maghreb-Europe.
- LÉVÊQUE S. (1999), « Crise sociale et crise journalistique », *Réseaux*, n° 98.
- LEVI M. (1996), « Unsocial and Social Capital : A review Essay of Putnam's Making Democracy Work », *Politics and Society*, 24 (1), mars, p. 45-55.
- LEVITSKY S. et WAY L. A. (2002), « The Rise of Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, avril, 13 (2).
- LIPOVSKY I. P. (1992), *The Socialist Movement in Turkey, 1960-1980*, Leiden, E. J. Brill.
- LIPSKY M. (1962), « Protest as a Political Resource », *American Political Science Review*, 62, p. 1144-1158, traduit in PADIOLEAU J. G. (dir.) (1968), *L'Opinion publique*, Paris, Éd. Mouton.

- MAC CARTHY J. D. et ZALD M. N. (1973), *The Trend of Social Movement in America : Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown (N. J.), General Learning Corporation.
- MANN P. (1991), *Action collective, mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris, Armand Colin.
- MARCHETTI D. (1998), « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites. L'exemple d'Act up Paris », in Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP), *La Politique ailleurs*, Paris, PUF.
- MARDIN Ş. (1977), « Youth and Violence in Turkey », *International Social Science Journal*, 1 (2), p. 229-254.
- MARX G. T. (1997), « L'État et les mouvements sociaux : modèles d'action, interprétations, résultats et complications », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 30, p. 233-267.
- (1988), *Undercover : Police Surveillance in America*, Berkeley, University of California Press.
- MARX G. T. et MCADAM D. (1996), « Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in the European Union », *West European Politics*, 19 (2), p. 249-278.
- MASSICARD É. (2001), « L'Europe est séparatiste ! ou les avatars du discours de l'unité en Turquie » disponible à l'adresse <<http://ceri-sciencespo.com/archive/octnovdec01/artem>>.
- (2002a), « Les alévis et le discours de l'unité depuis les années 1980 », in KIESER H.-L. (dir.), *Aspects of the Political Language in Turkey (19th-20th Centuries)*, Istanbul, Isis, p. 117-137.
- (2002b), « Réforme pénitentiaire en Turquie : du bon usage de la norme européenne », *Critique internationale*, juillet, n° 16, p. 169-181.
- (2005), *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF.
- MAUSS M. (1950), « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.
- MCADAM D. (1982), *Political Process and the Development of Black Insurgency 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press.
- (1986), « Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, juillet, 92 (1), p. 64-90.
- (1988), « Micromobilization Contexts and Recruitment to Activism », in KLANDERMANS B., Kriesi H. et TARROW S. (dir.), *From Structure to Action*, Greenwich (Conn.), JAI Press.
- (1995), « "Initiator" and "Spin-off" Movements : Diffusion Processes in Protest Cycles », in TRAUGOTT M. (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 217-239.

- MCADAM D. et PAULSEN R. (1993), « Specifying the Relationship between Social Ties and Activism », *AJS*, novembre, 99 (3), p. 640-667.
- MCADAM D. et WILTFANG G. (1991), « The Costs and Risks of Social Activism : A Study of Sanctuary Movement Activism », *Social Forces*, vol. 69, n° 4, p. 987-1010.
- MCADAM D., MCCARTHY J. et ZALD M. N. (dir.) (1996), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MCADAM D., TARROW S. et TILLY C. (2001), *Dynamics of Contention*, Cambridge et New York, Cambridge University Press.
- MCCARTHY J. D. et ZALD M. N. (1973), *The Trend of Social Movements in America* (N. J.), General Learning Press.
- (1977), « Ressource Mobilization and social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, p. 1212-1241.
- MCCARTHY J. D., MCPHAIL C. et SMITH J. (1996), « Images of Protest : Dimensions of Selection Bias in Media Coverage of Washington Demonstrations, 1982 and 1991 », *American Sociological Review*, 31 (3), p. 478-499.
- MEEKER M. (2002), *A Nation of Empire : The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, Los Angeles et Londres, The University of California Press.
- MELUCCI A. (1996), *Challenging Codes*, Cambridge et New York, Cambridge University Press.
- MEMMI D. (1998), « Le corps protestataire aujourd'hui : une économie de la menace et de la présence », *Sociétés contemporaines*, n° 31, p. 87-106.
- MEYER D. (2002), « Opportunities and Identities : Bridge-Building in the Study of Social Movements », in MEYER D. S., WHITTIER N. et ROBBETT B., *Social Movements : Identity and the State*, Oxford, Oxford University Press, p. 3-21.
- MEYER D. S. et TARROW S. (dir.) (1998), *The Social Movement Society. Contentious Politics for a New Century*, Boulder, Rowman and Littlefield Publishers.
- MITCHELL T. (1990), « Everidday Metaphors of Power », *Theory and Society*, 19 (5), p. 545-577.
- (1991), « The Limits of the State : Beyond Statist Approaches and their Critics », *American Political Science Review*, 85 (1), p. 77-96.
- MONCEAU N. (1998), « Le mécénat culturel privé en Turquie », *Turcica, Revue d'études turques*, t. 30, p. 225-252.
- (2000), « The 75th Anniversary of the Republic of Turkey and the 700th Anniversary of the Foundation of the Ottoman State : Celebrating Past and Present Modernity », in SEUFERT G., VORHOFF K. et YERASIMOS S. (dir.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*,

- Istanbul, Orient Institut et Institut français d'études anatoliennes, p. 283-333.
- (2003), « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, juillet-décembre, 36, p. 63-90.
- (2005), « La politique de l'éducation nationale en Turquie », *Ouverture. Revue française de géopolitique*, février, dossier Turquie-Europe-Express 2014, 10, p. 129-142.
- MÜFTÜOĞLU O. (1989), *12 Eylül ve Türkiye Gerçeği* [Le 12 septembre et la réalité de la Turquie], Istanbul, Biresim Yayınları.
- NAVARO-YAHSIN Y. (1998), « Uses and abuses of "State and Civil Society" in Contemporary Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n° 18, p. 1-22.
- NEVEU E. (1996, réédition 2002), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- (1998), « The Local Press and Farmer Mobilization in Brittany (Easter 1998). Closeness and Distance in the Local Coverage of Violence in a Social Movement », article présenté à la conférence « Protest, the Public Sphere and Public Order », Genève, 9-10 octobre, non publié.
- (1999a), « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n° 98, p. 17-85.
- (1999b), « L'approche constructiviste des "problèmes publics", un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, n° 22, p. 41-57.
- (2001), *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte.
- NORTON A. R. (dir.) (1995), *Civil Society in the Middle East, vol. 1*, Leiden, New York et Cologne, Brill.
- OBERSCHALL A. (1973), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- OFFERLÉ M. (1994), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien.
- OLIVIER J. (1991) « State Repression and Collective Action in South Africa, 1970-1984 », *South African Journal of Sociology*, n° 22, p. 109-117.
- OLSON M. (1978), *Logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- ÖNCÜ A. (1995), « Packaging Islam : Cultural Politics on the Landscape of Turkish Commercial Television », *Public Culture*, n° 8, p. 51-71.
- ÖNIS Z. et TÜREM U. (2001), « Entrepreneurs, Democracy and Citizenship in Turkey », European University Institute, Second Mediterranean Social and Political Meeting, 21-25 mars.
- OSA M. (2001), « When Government Fails : Social Capital in an Anti-Modern Russia », in EDWARDS B., FOLEY M. et DIANI M. (dir.),

- Beyond Tocqueville*, Hanover (N. H.), University Press of New England.
- (2002), *Solidarity and Contention : The Networks of Polish Opposition, 1954-1981*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- ÖZ E. (1989), « Dünya'da ve Türkiye'de Ekoloji ve Hareketi'nin Gelişimi – Çevre Koruma Derneklerinden Siyasal Partilere », *Türkiye Günlüğü*, juillet, n° 3,
- ÖZAY S. (2003), « Halkın hukuk mücadelesi », in SANLI L. (dir.), *Toplumsal Hareketler Konuşuyor*, Istanbul, Alan, janvier, p. 119-132.
- ÖZBEK M. (1997), « Karanfilköy », *Istanbul Dergisi*, n° 23, p. 106-109.
- ÖZBUDUN E. (2000), *Contemporary Turkish Politics : Challenges to Democratic Consolidation*, Londres, Lynne Rienner Publishers.
- ÖZEN H. (2002), *Entelektüelin Dramı. 12 Eylül'ün Cadı Kazanı*, Ankara, Imge Kitabevi.
- ÖZKIRIMLI U. et YUMUL A. (2000), « Reproducing the nation : "banal nationalism" in the Turkish Press », *Media, Culture Society*, 22 (6), p. 787-804.
- PASSY F. (1998), *L'Action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Librairie Droz.
- PERRINEAU P. (dir.) (1994), *L'Engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la FNSP.
- PETERSEN R. (1993), « A Community Based Theory of Rebellion », *Archives européennes de sociologie*, Cambridge, Cambridge University Press, 34 (1).
- PIVEN F. et CLOWARD R. A. (1977), *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage.
- Polis Dergisi* (1995).
- PUTNAM R. (2000), *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- QUANDT S. (1995), *Die Darstellung der Türkei, der Türken und Kurden in deutschen Massenmedien*, Giessen, Köhler KG.
- RASLER K. (1996), « Concession, Repression and Political Protest in the Iranian Revolution », *ASR*, vol. 61, n° 1, p. 132-152.
- RATHBUN C. (1972), *The Village in the Turkish Novel and Short Story 1920 to 1955*, La Hague et Paris, Éd. Mouton.
- RAVIS-GIORDANI G. (dir.) (1999), *Amitiés, anthropologie et histoire*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence.
- REYNAUD E. (1980), « Le militantisme moral », in MENDRAS H. (dir.), *La Sagesse et le Désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, p. 271-286.
- RIGONI I. (2000a), « Med-TV dans le conflit kurde », *Confluences Méditerranée*, n° 34, p. 45-52.

- (dir.) (2000b), *Turquie : les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse.
- (2001), *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
- (2002), « The Kurdish Media : Another Version of the Conflict in Turkey », texte présenté à la conférence « Media Representation of Islamic Societies and War », Brighton, University of Sussex, 1^{er} juillet.
- RISSE-KAPPEN T. (1995), *Bringing Transnational Relations Back-in*, Ithaca et New York, Cornell University Press.
- ROBINS K. (1996), « Interrupting Identities : Turkey/Europe », in HALL S., DU GAY P. (dir.), *Questions of Cultural Identity*, Londres, Sage.
- ROOTES C. A. (1997), « Shaping Collective Action : Structure, Contingency and Knowledge », in EDMONDSON R., *The Political Context of Collective Action : Power, Argumentation and Democracy*, Londres, Routledge, ECPR series, p. 81-104.
- ROSE R. (2001), « When Government Fails : Social Capital in an Anti-Modern Russia », in EDWARDS B., FOLEY M. et DIANI M. (dir.), *Beyond Tocqueville*, Hanover (N. H.), University Press of New England.
- ROSEFSKY W. C. (2002), *Mobilizing Islam : Religion, Activism and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press.
- RUCHT D., KOOPMANS R. et NEIDHART F. (dir.) (1999), *Acts of Dissent. New Development of the Study of Protest*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers.
- RUSSEL L., CURTIS Jr, LOUIS A. et ZURCHER Jr (1973), « Stable Resources of Protest Movements : The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, septembre, vol. 52, n° 1, p. 53-61.
- SANLI L. (dir.) (2003), *Toplumsal Hareketler Konuşuyor*, Istanbul, Alan Yayıncılık.
- SCHLESINGER P. (1992), « Repenser la sociologie du journalisme », *Réseaux*, n° 51, p. 75-98.
- SCHMITTER P. (1999), « Se déplaçant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, “transitologues” et “consolidologues” sont-ils toujours assurés de voyager en toute sécurité ? », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 38, p. 11-35.
- SCOTT J. (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Form of Peasant Resistance*, New Haven et Londres, Yale University Press.
- SEMİZ E. (2000), « Çevik Kuvvet Birimlerinin Yeniden Yapılandırılması. Fransız Çevik Kuvvet Birimleri (CRS) Örneğinden Alınabilecek Dersler », *Polis Dergisi*, n° 22, p. 117-127 et 155.
- ŞEN M. (1992), « Development of the Big Bourgeoisie in Turkey », mémoire de DEA, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi.

- ŞEN S. (dir.) (1995), *Türk Aydın ve Kimlik Sorunu*, Istanbul, Bağlam Yayınları.
- ŞENGÜL M. (2002), *Türkiye 'de ÇED ve Çevresel Etki Değerlendirmesi Yönetmeliği İçerik Çözümlemesi*, Ankara, Detay Yayınları.
- ŞENYAPILI T. (1998), « Cumhuriyet'in 75.yılı. Gecekonduunun 50.yili », *In 75 Yılda Değişen Kent ve Mimarlık*, Istanbul, Tarih Vakfı, p. 299-316.
- SEUFERT G. (1997a), « The Sacred Aura of the Turkish Flag », *New Perspectives on Turkey*, n° 16, p. 53-61.
- (1997b), *Politischer Islam in der Türkei*, Istanbul, Steiner Verlag.
- SEUFERT G., VORHOFF K. et YERASIMOS S. (dir.) (2000), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient Institut et Institut français d'études anatoliennes.
- SEURAT M. (1989), *L'État de barbarie*, Paris, Seuil.
- SEVER O. (1999), « İnsan Hakları ve Toplumsal Olaylar Boyutuyla Kamu Asayışı Polisliği », *Polis Dergisi*, n° 19, p. 124-135.
- SEVİM F. (1996), *Türkiye 'de Çevre Hareketleri ve Gönüllü Kuruluşlar*, Yüksek Lisans Tezi, Gazi Üniversitesi.
- SEYMEYEN S. (2001), *Amiral Battı Sabah Grubunun Öyküsü Can Ataklı'nın Tanıklığıyla*, Istanbul, Metis Yayıncılık.
- SHORTER E. et TILLY C. (1973), « Les vagues de grèves en France, 1890-1968 », *Annales ESC*, vol. 28, n° 4, p. 857-887.
- ŞİMSEK M. C. (1993), *Yeşiller. Dünya'da Yeşil Partilerin Gelişim ve Türkiye'deki Yeşiller Partisi*, Istanbul, Der Yayınları.
- SIRMAN N. (1990), « State, Village and Gender in Western Turkey » in FINKEL A. et SIRMAN N., *Turkish State, Turkish Society*, Londres, Routledge, p. 21-51.
- SMELSER N. (1962), *Theory of Collective Behavior*, Londres, Routledge.
- SMITH J. et alii (2001), « From Protest to Agenda Building : Description Bias in Media Coverage of Protest Events in Washington, D.C. », *Social Forces*, 79, I, 4, p. 1397.
- SMOUTS M.-C. (dir.) (1998), *Les Nouvelles Relations internationales*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- SMOUTS M.-C. et BADIE B. (dir.) (1993), *Le Retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Dalloz.
- SNOW D. A. et BENFORD R. D. (1988), « Ideology, Frame Resonance, and Movement Participation », in KLANDERMANS B., KRIESI H. et TARROW S., *From Structure to Action*, Greenwich, JAI Press.
- (1992), « Master Frames and Cycles of Protest », in MORRIS A. D. et MUELLER C. (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven et Londres, University of Yale Press, p. 133-155.

- (1999), « Master Frames and Cycles of Protest », in GIUGNI M., MCADAM D. et TILLY C. (dir.), *Social Movement Matter*, Londres, University of Minnesota Press.
- (2000), « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, p. 611-639.
- SNOW D. A., ROCHFORD E. B., WORDEN S. K. et BENDFORD R. D. (1986), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, p. 464-481.
- SNOW D. A., ZURCHER L. A. et EKLAND-OLSON S. (1980), « Social Networks and Social Movements : A Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, vol. 45, p. 787-801.
- SOMERSAN S. (1993), *Türkiye'de Çevre ve Siyaset*, Istanbul, Metis Yeşil Kitaplar.
- SOMMIER I. (1998), *La Violence politique et son deuil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- SÖNMEZ M. (1987), *Kırk Haramiler, Türkiye'de Holdingler*, Istanbul, Gözlem Yayınları.
- STARR J. (1978), *Dispute and Settlement in Rural Turkey : An Ethnography of Law*, Leiden, Brill.
- STOKES M. (1992), *The Arabesk Debate – Music and Musicians in Modern Turkey*, Oxford, Clarendon Press.
- STROOBANTS M. (1997), *Savoir-faire et compétences au travail : une sociologie de la fabrication des aptitudes*, Bruxelles, Éditions de Bruxelles.
- SWIDLER A. (1995), « Cultural Power and Social Movements », in JOHNSTON H. et KLANDERMANS B. (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- TANÖR B. (1994), *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, Istanbul, BDS Yayınları (3^e édition).
- (1996), « 1980 Sonrası Siyasal Gelişmeleri », in AKŞIN S. (dir.), *Türkiye Tarihi*, t. 5, Cem Yayınları.
- TARROW S. (1989), *Democracy and Disorder*, Oxford, Oxford University Press.
- (1993), « Cycles of Collective Action : Between Moment of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17 (2).
- (1996), « State and Opportunities : The Political Structuring of Social Movements », in MCADAM D., MCCARTHY J. et ZALD M. N., *Comparative Perspectives of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 41-61.
- (2000), « La contestation transnationale », *Cultures et Conflits*, « Sociologie de l'Europe. Mobilisations, élites et configurations institutionnelles », été-automne, n° 38-39, p. 187-223.

- TAŞKIN S. (1998), *Siyaniircii Ahtapot*, Istanbul, Sel Yayınları.
- TAYLOR V. (1989), « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 5, p. 761-775 (traduit in FILLIEULE O. (dir.), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, février-avril 2001, vol. 51, n° 1-2, p. 19-25).
- TEKELİ İ. et İLKİN S. (2003), *Bir Cumhuriyet Öyküsü. Kadrocuları ve Kadro'yu Anlamak*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları.
- TİHV [Türkiye İnsan Hakları Vakfı] (1996), *Türk İnsan Hakları Raporu*, TİHV Yay.
- TILLY C. (1978), *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House.
- (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, octobre, n° 4, p. 89-108.
- (1986a), « Action collective et mobilisation individuelle », in BIRNBAUM P. et LECA J. (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 213-243.
- (1986b), *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- (1986c), *La Vendée*, Paris, Fayard (1^{re} édition 1964).
- (1995), « Contentious Repertoires in Great-Britain, 1758-1934 », in TRAUGOTT M. (dir.), *Repertoire and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 15-42.
- (1999), « From Interactions to Outcomes in Social Movements », in GIUGNI M., MCADAM D. et TILLY C. (dir.), *Social Movement Matter*, Londres, University of Minnesota Press.
- TMMOB Jeoloji Mühendisleri Odası (2002), *Bergama-Ovacık Altın İşletmesi Girişimi Konusunda Tübitak-İdabçag Uzmanlar Komisyonu Raporunun Eleştirisi*, novembre.
- TOPRAK B. (1990), « Religion in a Secular Setting : The Turkish-Islamic Synthesis », in WAGSTAFF M. (dir.), *Aspects of Religion in Secular Turkey*, Durham, University of Durham.
- TOPRAK Z. (2000), « Nâzım Hikmet'in açlık grevi (Mayıs 1950) », *Toplumsal Tarih Dergisi*, mai, n° 77, p. 9-17.
- TOUMARKINE A. (2000), « Balkan and Caucasian Immigrant Associations : Community and Politics », in SEUFERT G., VORHOFF K. et YERASIMOS S., *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient Institut et Institut français d'études anatoliennes, p. 403-432.
- TOURAINÉ A. (1984), *Le Retour de l'acteur*, Paris, Fayard.
- TREBITSCH M. et GRANJON M.-C. (dir.) (1998), *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Complexe.
- TÜRKEŞ M. (1999), *Uluşçu Sol bir Akım : Kadro Hareketi (1932-1934)*, Ankara, Imge Kitabevi.

- (2001), « Türkiye Sosyal Tarih Vakfı'ndan Tarih Vakfı'na. Tarih Vakfı'nın kuruluş sürecine ilişkin bazı belgeler », *Toplumsal Tarih Dergisi*, septembre, n° 93, p. 19-21.
- TÜRKMEN M. (2001), « Toplumsal Olay Psikolojisi ve Polisin Rolü », *Polis Dergisi*, n° 26, p. 617-618.
- TURNER B. (1984), « Orientalism and the Problem of Civil Society in Islam », in HUSSAIN A., OLSON R. et QUREISHI J. (dir.), *Orientalism, Islam and Islamists*, Brattleboro (Vermont), Amana Books.
- TURNER R. T. et KILLIAN L. M. (1972), *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood Cliffs (1^{re} édition 1957).
- ÜNSAL A. (2002), *Türkiye İşçi Partisi (1961-1971). Umuttan Yalnızlığa*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları.
- Urbanisme* (1997), dossier spécial « Pas de quartier », Paris, novembre-décembre, n° 297, p. 44-88.
- UYAR T. S. (2003), « Toplumsal hareketler ve çevre », in SANLI L. (dir.), *Toplumsal Hareketler Konuşuyor*, İstanbul, Alan, janvier, p. 133-147.
- UYSAL A. (2000), « Sureté de l'État et mobilisations protestataires en Turquie : l'exemple de la "Bande au crayon" », mémoire non publié, sous la direction de Michel Offerlé, Paris.
- (2001), « Devletin güvenliği ve toplumsal muhalefet eylemleri : Kalemli Çete örneği », *Birlikim*, juin 2001, n° 146, p. 64-84.
- VEYNE P. (1983), *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Seuil.
- VORHOFF K. (1995), *Zwischen Glaube, Nation und neuer Gemeinschaft : alevitische Identität in der Türkei der Gegenwart*, Berlin, Klaus Schwarz.
- (1998), « "Let's reclaim our history and culture !" – Imagining Alevi community in contemporary Turkey », *Die Welt des Islams*, 38 (2), p. 220-252.
- WADDINGTON P. A. J. (1997), « Contingence des styles de gestion du maintien de l'ordre. L'expérience britannique », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 27, p. 86-100.
- WALSH E. J. et WARLAND R. H. (1983), « Social Movement Involvement in the Wake of a Nuclear Accident : Activists and Free Riders in the TMI Area », *American Sociological Review*, vol. 48, p. 764-80.
- WARREN M. E. (dir.) (1990), *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WEDEL H. (1999), *Lokale Politik und Geschlechterrollen, Stadtmi-grationen in türkischen Metropolen*, Hambourg, Deutsches Orient-Institut.
- WEGENER B. (1992), « Concepts and Measurement of Prestige », *Annual Review of Sociology*, n° 18, p. 253-280.
- WEIKER W. F. (1963), *The Turkish Revolution 1960-1961. Aspects of Military Politics*, Washington, Brookings Institution.

- WHITE J. B. (2002), *Islamist Mobilization in Turkey. A Study in Vernacular Politics*, Seattle et Londres, University of Washington Press.
- WHITE P. (2000), *Primitive Rebels or Revolutionary Modernizers ? The Kurdish National Movement in Turkey*, Londres, Zed Books.
- WHITE R. W. (1989), « From Peaceful Protest to Guerilla War : Micromobilization of the Provisional Irish Republican Army », *AJS*, n° 94, p. 1277-1302.
- WIKTOROWICZ Q. (dir.) (2004), *Islamic Activism : A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press.
- WINTER M. (1997), « Police Philosophy and Protest Policing in the Federal Republic of Germany, 1960-1990 », *European University Institute Working Papers*, n° 9, Robert Schuman Centre for Advanced Studies.
- YAVUZ H. (1999), « Media Identities for Alevi and Kurds in Turkey », in EICKELMAN D. et ANDERSON J. (dir.), *New Media in the Muslim World : The Emerging Public Sphere*, Bloomington, Indiana University Press, p. 180-199.
- (2004), « Opportunity, Spaces, Identity and Islamic Meaning in Turkey », in WIKTOROWICZ Q. (dir.), *Islamic Activism : A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, p. 270-288.
- YÖRÜK Z. F. (1997), « Turkish Identity from Genesis to the Day of Judgement », in DEAN K. (dir.), *Politics and the Ends of Identity*, Aldershot, Ashgate.
- ZALD M. N. et DENTON P. (1987), « From Evangelism to General Services : The Transformation of YMCA », in ZALD M. N. et MCCARTHY J. (dir.), *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books, p. 143-160.
- ZHAO D. (2001), *The Power of Tienammen : State-Society Relations and the 1989 Beijing Student Movement*, Chicago, The University of Chicago Press.